



# Rapport du premier trimestre 2026

RAPPORT FINANCIER POUR LE TRIMESTRE  
CLOS LE 30 JUIN 2025

# CAE



## CAE publie ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2026

- Produits des activités ordinaires de 1 098,6 millions \$, par rapport à 1 072,5 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) de 0,18 \$, par rapport à 0,15 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté<sup>(1)</sup> de 0,21 \$, par rapport à 0,21 \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 133,8 millions \$, par rapport à 108,6 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté<sup>(1)</sup> de 147,8 millions \$, par rapport à 134,2 millions \$ pour l'exercice précédent
- Prises de commandes ajustées<sup>(1)</sup> de 1,1 milliard \$ et carnet de commandes ajusté<sup>(1)</sup> de 19,5 milliards \$
- Matthew Bromberg succédera à Marc Parent au poste de président et chef de la direction de CAE le 13 août 2025

**Montréal (Canada), le 12 août 2025 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc.** (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui ses résultats financiers du premier trimestre clos le 30 juin 2025.

« CAE a obtenu d'excellents résultats au premier trimestre, avec le secteur Défense qui a connu une croissance du résultat à deux chiffres et une augmentation de la marge, et le secteur Civil qui a poursuivi son élan. Nous sommes sur la bonne voie pour tirer parti des importantes possibilités qui s'offrent à nous, soutenues par la demande à long terme dans le domaine de l'Aviation civile et le réinvestissement générationnel en défense qui s'opère au sein des pays membres de l'OTAN, y compris au Canada, qui compte augmenter de plus du double ses dépenses au cours de la prochaine décennie », a déclaré Calin Rovinescu, président du conseil de CAE. « Avec un portefeuille bien équilibré dans les secteurs de l'aviation civile et de la défense, CAE est particulièrement bien placée pour tirer parti des vents favorables structurels à long terme qui soufflent sur les deux secteurs. Alors que nous construisons sur les fondations solides bâties sous la direction de Marc Parent, nous remettons le cap sur l'excellence opérationnelle, la répartition rigoureuse du capital, la solidité du bilan et la transformation des résultats en flux de trésorerie disponibles et en rendements plus élevés sur le capital investi. Je tiens également à féliciter Marc pour l'héritage qu'il laisse à CAE ainsi que pour son apport durable dans l'ensemble du secteur aéronautique. En même temps, je suis heureux d'accueillir Matt, qui intégrera bientôt ses fonctions et dirigera la prochaine vague de création de valeur de CAE. »

CAE a annoncé la nomination de Matthew (Matt) Bromberg, qui succédera à Marc Parent au poste de président et chef de la direction de la Société en marge de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires qui se tiendra le 13 août 2025. M. Bromberg est également candidat à l'élection au conseil. CAE a également annoncé qu'à la suite de l'assemblée, Calin Rovinescu deviendra président exécutif du conseil et Sophie Brochu occupera le poste d'administratrice indépendante principale, ce qui témoigne de l'engagement de CAE à l'égard d'une gouvernance solide et de premier ordre.

« Nos résultats du premier trimestre reflètent le dévouement de nos équipes et la force de notre position, avec une solide performance du secteur Civil dans un environnement macroéconomique dynamique et une solide exécution dans le secteur Défense, y compris une amélioration marquée de la rentabilité par rapport à l'exercice précédent. Au cours des deux dernières décennies, j'ai eu le privilège de contribuer à la transformation de CAE pour en faire le chef de file mondial qu'elle est aujourd'hui, et je suis incroyablement fier de ce que nous avons accompli », a

expliqué Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Au moment de passer le flambeau, j'ai pleinement confiance dans la direction de la Société et dans la capacité de l'équipe de poursuivre sur cette lancée et d'offrir l'excellence à toutes les parties prenantes. »

« Au cours des dernières semaines d'intégration, j'ai pu constater par moi-même la force de l'équipe de classe mondiale de CAE, sa technologie de pointe et la profondeur de ses relations avec les clients », a conclu Matthew Bromberg, président et chef de la direction entrant de CAE. « Il s'agit d'une organisation exceptionnelle qui possède une énorme capacité de bâtir sur ses succès passés. Au moment où j'entrerai en fonction, je m'efforcerai de traduire ce potentiel en valeur actionnariale accrue grâce à une approche pragmatique visant à améliorer l'efficacité, à concrétiser les possibilités et à accroître l'excellence opérationnelle dans nos activités principales. Je tiens également à remercier Marc pour son leadership et son soutien tout au long de la transition. Il laisse CAE en très bonne position pour l'avenir. »

## Résultats consolidés

Au premier trimestre de l'exercice 2026, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 098,6 millions \$, comparativement à 1 072,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le RPA s'est chiffré à 0,18 \$ au premier trimestre, comparativement à 0,15 \$ à l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,21 \$ au premier trimestre, ce qui est stable par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 133,8 millions \$ (12,2 % des produits des activités ordinaires<sup>(1)</sup>), compte tenu de coûts liés à la transition de la haute direction de 14,0 millions \$. L'an dernier, le résultat opérationnel avait atteint 108,6 millions \$ (10,1 % des produits des activités ordinaires), ce qui tient compte de coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 25,6 millions \$. Au premier trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 147,8 millions \$ (13,5 % des produits des activités ordinaires<sup>(1)</sup>), par rapport à 134,2 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

## Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	<b>T1-2026</b>	T1-2025	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	<b>1 098,6 \$</b>	1 072,5 \$	2 %
Résultat opérationnel	<b>133,8 \$</b>	108,6 \$	23 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté <sup>(1)</sup>	<b>147,8 \$</b>	134,2 \$	10 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires<sup>(1)</sup></i>	<b>13,5 %</b>	12,5 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Société	<b>57,2 \$</b>	48,3 \$	18 %
Résultat par action (RPA) des activités poursuivies	<b>0,18 \$</b>	0,15 \$	20 %
RPA ajusté <sup>(1)</sup>	<b>0,21 \$</b>	0,21 \$	— %
Prises de commandes ajustées <sup>(1)</sup>	<b>1 122,8 \$</b>	1 192,0 \$	(6) %
Carnet de commandes ajusté <sup>(1)</sup>	<b>19 484,1 \$</b>	16 977,9 \$	15 %

<sup>(1)</sup> Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

## Aviation civile (Civil)

Au premier trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 607,7 millions \$, par rapport à 587,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 99,4 millions \$ (16,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 89,8 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 107,6 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 106,4 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 8 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 71 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 511,4 millions \$ pour une série d'ententes de formation à long terme dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires, des solutions numériques pour les opérations aériennes Flightscope et des contrats visant la vente de 5 FFS.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>(1)</sup> du secteur Civil s'est établi à 0,84 pour le trimestre et à 1,27 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à 8,4 milliards \$ à la fin du trimestre.

### Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(montants en millions)</i>	<b>T1-2026</b>	<b>T1-2025</b>	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	<b>607,7 \$</b>	587,6 \$	3 %
Résultat opérationnel	<b>99,4 \$</b>	89,8 \$	11 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	<b>107,6 \$</b>	106,4 \$	1 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>17,7 %</b>	18,1 %	
Prises de commandes ajustées	<b>511,4 \$</b>	770,5 \$	(34) %
Carnet de commandes ajusté	<b>8 379,8 \$</b>	6 585,3 \$	27 %

### Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	<b>298</b>	279	7 %
FFS dans le réseau de CAE	<b>367</b>	349	5 %
FFS livrés	<b>8</b>	8	— %
Taux d'utilisation	<b>71 %</b>	76 %	(7) %

## Défense et Sécurité (Défense)

Au premier trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 490,9 millions \$, par rapport à 484,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 34,4 millions \$ (7,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 18,8 millions \$ (3,9 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est également fixé à 40,2 millions \$ (8,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 27,8 millions \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Défense a obtenu ce trimestre des commandes d'une valeur de 611,4 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,25. Ce ratio s'est établi à 2,08 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 11,1 milliards \$ à la fin du trimestre. Notamment, le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense dans son ensemble continue de refléter la demande vigoureuse, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 6,0 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

## Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T1-2026	T1-2025	Variation en %
Produits des activités ordinaires	490,9 \$	484,9 \$	1 %
Résultat opérationnel	34,4 \$	18,8 \$	83 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	40,2 \$	27,8 \$	45 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	8,2 %	5,7 %	
Prises de commandes ajustées	611,4 \$	421,5 \$	45 %
Carnet de commandes ajusté	11 104,3 \$	10 392,6 \$	7 %

### Autres points saillants financiers

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 54,6 millions \$, en baisse par rapport à 56,5 millions \$ au trimestre précédent et en hausse de 49,5 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse d'un exercice à l'autre est essentiellement imputable à l'augmentation des charges financières sur les obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation ainsi qu'aux charges financières additionnelles liées aux emprunts pour le financement de la transaction visant SIMCOM au troisième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des charges financières sur la dette à long terme du fait de la diminution du niveau des emprunts au cours de la période, qui s'inscrit dans notre démarche de désendettement continu.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 19,0 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 24 %, par rapport à 14 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté<sup>(1)</sup>, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 24 % pour le trimestre, comparativement à 17 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté s'explique en grande partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles se sont établies à 15,3 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 12,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles<sup>(1)</sup> correspondent à un montant négatif de 36,2 millions \$ pour le trimestre, comparativement à un montant négatif de 25,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par un investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisé en partie par l'augmentation du résultat net ajusté pour tenir compte des éléments hors trésorerie et par la hausse des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance<sup>(1)</sup> ont totalisé 106,9 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette<sup>(1)</sup> était de 3 236,1 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> était de 2,75. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 176,7 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 2,77.

Le rendement du capital utilisé ajusté<sup>(1)</sup> s'est établi à 7,0 % pour le trimestre, comparativement à 7,2 % au trimestre précédent et à 5,7 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui a pris effet le 10 juin 2025.

<sup>(1)</sup> Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

## **Développement durable**

Au premier trimestre de l'exercice 2026, CAE a publié son Rapport annuel mondial d'activités et de développement durable pour l'exercice 2025, soulignant de quelle manière les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, la gouvernance éthique et l'impact social sont intégrés dans sa stratégie principale pour améliorer la résilience, la compétitivité et la valeur pour les parties prenantes. Malgré une augmentation de 10 % de son niveau d'activité, CAE a maintenu ses émissions de carbone à un niveau stable, ce qui démontre l'efficacité de sa stratégie de décarbonation fondée sur des données scientifiques et de ses gains d'efficacité opérationnelle.

Le mécanisme de prix fictif interne du carbone introduit en 2025 sera progressivement intégré dans les décisions d'affectation du capital, tandis que le programme primé d'engagement des fournisseurs de CAE continue de stimuler la réduction des émissions et l'innovation durable dans l'ensemble de la chaîne de valeur. Dans le cadre du mandat élargi de la cheffe de la direction du Capital humain et du Développement durable, CAE harmonise sa stratégie entourant le personnel avec les objectifs en matière de développement durable, ce qui renforce la culture, la capacité d'attirer des talents et la mobilisation des employés. La Société a également rehaussé les informations environnementales, sociales et de gouvernance qu'elle fournit en s'alignant sur les cadres de la Global Reporting Initiative et du Sustainability Accounting Standards Board, réaffirmant ainsi son engagement envers la transparence et la valeur à long terme pour les parties prenantes.

Au cours du trimestre, CAE a fait progresser ses efforts de réconciliation en obtenant une attestation de partenariat en relations avec les autochtones (APRA), phase 2 (Engagé), du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone (CCEA), qui témoigne de son engagement croissant envers des relations respectueuses et autonomes avec les populations Autochtones. En reconnaissance de son leadership en matière de développement durable au sens large, CAE a reçu deux prix mondiaux pour le développement durable, s'étant notamment hissée au palmarès des entreprises les plus durables au monde en 2025 du magazine TIME.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au <https://www.cae.com/fr/developpement-durable/>.

## **Perspectives de la direction**

### **Civil**

Les activités du secteur Civil de CAE demeurent soutenues par des facteurs fondamentaux solides et durables dans un marché de solutions de formation aéronautique promis à une croissance à long terme. Un facteur clé de cette résilience est l'exigence réglementaire mondiale selon laquelle les pilotes et les équipages doivent conserver leur certification pour chaque type d'aéronef du parc actif d'appareils commerciaux et d'affaires. La réglementation mondiale impose systématiquement une formation récurrente – généralement tous les six mois – aux pilotes qui souhaitent conserver leurs certifications. Ce rythme réglementaire intégré procure au secteur Civil de CAE une demande stable et récurrente, le rendant intrinsèquement moins cyclique. La croissance supplémentaire découle du besoin continu de former de nouveaux pilotes du fait de l'expansion du parc d'appareils et des départs à la retraite, ainsi que de la formation de transition pour les pilotes existants qui passent d'une plateforme d'aéronef à une autre. La formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, qui représente environ la moitié de la rentabilité du secteur Civil, continue de bénéficier d'une demande stable, soutenue par une activité aérienne qui reste bien supérieure aux niveaux de 2019. Parallèlement, la formation dans le domaine de l'aviation commerciale continue de subir les contraintes persistantes qui touchent la chaîne d'approvisionnement. Les fabricants OEM (fabricants d'équipement d'origine) d'aéronefs affichent des carnets de commandes record qui soutiennent la croissance future et le renouvellement du parc d'appareils; cependant, les livraisons de nouveaux aéronefs ont été limitées et de nombreux aéronefs commerciaux existants sont cloués au sol. Ces contraintes temporaires continuent de nuire au recrutement de pilotes de ligne et aux activités de formation correspondantes. Plus récemment, les compagnies aériennes ont également adopté une approche plus prudente en matière de planification de la capacité à la lumière

de l'incertitude macroéconomique. Malgré ces difficultés à court terme, la demande devrait se renforcer à long terme à mesure que les taux de production et de livraison d'appareils s'améliorent, que les appareils immobilisés reprennent du service et que les pilotes continuent d'atteindre l'âge du départ à la retraite obligatoire.

S'appuyant sur la dynamique du marché à court terme et le caractère saisonnier habituel de ses activités, CAE continue de s'attendre à un second semestre de l'exercice 2026 plus vigoureux pour son secteur Civil, qui sera soutenu par l'accroissement des activités avec les compagnies aériennes clientes aux États-Unis, par la stabilisation des conditions macroéconomiques et géopolitiques, par l'assouplissement graduel des contraintes de la chaîne d'approvisionnement en appareils et par la hausse saisonnière de la demande de formation. Pour l'exercice complet, la Société s'attend à une augmentation dans le milieu de la fourchette du pourcentage à un chiffre du résultat opérationnel sectoriel ajusté de son secteur Civil, ce qui se situe dans le bas de la fourchette des prévisions annoncées précédemment. La marge annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté devrait demeurer stable. Ces perspectives reflètent la résilience inhérente du modèle d'affaires du secteur Civil ainsi qu'une vision prudente des résultats du premier semestre.

### **Défense**

La direction est d'avis que CAE est extrêmement bien placée pour connaître une croissance à long terme et accroître sa rentabilité dans le secteur Défense, grâce à un carnet de commandes ajusté de plus de 11,0 milliards \$ et à un cycle haussier prolongé découlant de l'augmentation des budgets de défense dans les pays de l'OTAN et les pays alliés, dont bon nombre ciblent maintenant des dépenses en défense de près de 5 % de leur PIB. Au Canada en particulier, le gouvernement fédéral a récemment annoncé que le pays atteindrait l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN pour les dépenses en défense pendant l'exercice considéré, et ce, au moins cinq ans avant la date prévue, et il s'engage maintenant à atteindre un nouvel objectif de 5 % d'ici 2035. L'intensification des tensions géopolitiques, qui attire l'attention des forces militaires sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable, la modernisation et la préparation, stimule la demande pour les solutions d'entraînement et de simulation de CAE. La pénurie mondiale de personnel en uniforme amplifie davantage cette demande, incitant les forces armées à s'associer à CAE pour maintenir leur état de préparation opérationnelle. Après avoir consolidé les bases du secteur Défense, comme en témoigne l'amélioration marquée de la marge découlant d'une exécution rapide et de haute qualité à l'exercice précédent, la direction s'attend à une croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté dans la fourchette inférieure du pourcentage à deux chiffres et à une marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté annuelle de l'ordre de 8 % à 8,5 % pour l'exercice 2026.

### **Flux de trésorerie disponibles**

Les activités de CAE génèrent d'importantes liquidités et, avec l'achèvement d'un important cycle d'investissement pluriannuel, la direction prévoit de solides flux de trésorerie disponibles pour l'exercice 2026, grâce à de robustes flux de trésorerie opérationnels, à la réduction des investissements, y compris les dépenses d'investissement en immobilisations, de même qu'à l'optimisation du fonds de roulement hors trésorerie. Ces résultats devraient permettre d'atteindre un taux de conversion d'environ 150 % du résultat net ajusté attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société pour l'exercice considéré et par la suite.

### **Charges financières et charge d'impôt**

La direction s'attend à enregistrer des charges financières trimestrielles d'environ 55 millions \$, en raison de la hausse des charges locatives découlant des centres de formation récemment ouverts dans le réseau de formation mondial en soutien à la croissance, de même que des charges financières additionnelles liées aux emprunts aux fins du financement de la transaction de SIMCOM. Le taux d'imposition effectif annuel devrait être d'environ 25 %, compte tenu des produits des activités ordinaires attendus des diverses juridictions et de la mise en œuvre des politiques d'impôt mondial minimum.

### **Priorités équilibrées en matière de répartition du capital et investissements de croissance relatifs**

La Société s'attend à ce que ses dépenses d'investissement en immobilisations totales pour l'exercice 2026 diminuent quelque peu par rapport à celles de 356,2 millions \$ enregistrées pour l'exercice 2025. La majorité de cette somme est liée à des investissements de croissance interne dans les simulateurs qui seront déployés dans le réseau mondial de centres de formation civile de CAE et soutenus par des contrats pluriannuels avec les clients.

### **Situation financière solide**

L'un des principes des priorités de CAE en matière de gestion du capital est le maintien d'une situation financière solide, et la Société s'attend à continuer de renforcer son bilan grâce au désendettement continu, à la mesure de son profil d'investissement de qualité. Maintenant qu'elle a atteint sa cible d'endettement pour l'exercice 2025, CAE s'attend à atteindre un ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de 2,5 d'ici la clôture de l'exercice.

### **Rendement du capital investi à court terme pour les actionnaires**

Une offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été établie à l'exercice 2025 dans le cadre de la stratégie de gestion du capital de CAE, laquelle est destinée à être utilisée ponctuellement et financée à même l'excédent de flux de trésorerie disponibles.

### **Répercussions des tarifs douaniers**

CAE reste relativement bien protégée des répercussions directes des tarifs douaniers. Environ 70 % des produits des activités ordinaires de la Société proviennent de services fournis dans les pays de nos clients, ce qui limite considérablement l'exposition aux tarifs douaniers transfrontaliers, en particulier en ce qui a trait aux produits vendus aux États-Unis. De plus, les simulateurs de vol, produits phares de CAE, sont exempts de tarifs douaniers en vertu de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique. Environ le tiers de la main-d'œuvre de CAE se trouve aux États-Unis, ce qui, conjugué à sa présence opérationnelle substantielle et à la proportion importante de composants provenant des États-Unis dans sa nomenclature, fait en sorte qu'elle dispose de la souplesse opérationnelle nécessaire pour gérer efficacement le risque résiduel lié aux tarifs douaniers.

### **Mise en garde concernant les perspectives**

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2026 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2025 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Veuillez consulter les sections intitulées « *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* », « *Hypothèses importantes* » et « *Risques importants* », plus loin.

### **Information détaillée**

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2025, qui sont disponibles sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs ([investisseurs@cae.com](mailto:investisseurs@cae.com)).

## **Conférence téléphonique sur les résultats du T1 de l'exercice 2026**

Calin Rovinescu, président du conseil et administrateur de société; Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Matthew Bromberg, chef de la direction entrant; Nick Leontidis, chef de l'exploitation; Constantino Malatesta, chef de la direction financière par intérim; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats demain à 8 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-800-206-4400. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à [www.cae.com](http://www.cae.com).

À CAE, nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire. Nous offrons des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense aux moments qui comptent le plus. Chaque jour, nous donnons aux pilotes, au personnel de cabine, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires et au personnel de défense et de sécurité les moyens de donner le meilleur d'eux-mêmes, lorsque les enjeux sont les plus élevés. Regroupant environ 13 000 employés dans près de 240 établissements et centres de formation répartis dans plus de 40 pays, nous sommes présents partout où nos clients ont besoin de nous. Depuis près de 80 ans, CAE est à l'avant-garde de l'innovation, cherchant constamment à établir la norme en offrant l'excellence au niveau des simulateurs de vol haute fidélité et des solutions d'entraînement, tout en intégrant le développement durable au cœur de tout ce que nous faisons. En tirant parti de la technologie et en améliorant la performance humaine, nous nous efforçons d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et l'état de préparation aux missions, aujourd'hui et demain.

## **Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats**

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

## **Mise en garde concernant les énoncés prospectifs**

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions de développement durable, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquels pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 12 août 2025 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. L'information et les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas s'y fier indûment. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 12 août 2025. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs sont présentés dans le présent communiqué dans le but d'aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers attendus pour l'exercice 2026 et à mieux comprendre l'environnement dans lequel nous prévoyons exercer nos activités. Les lecteurs sont avisés que cette information peut ne pas convenir à d'autres fins.

### **Hypothèses importantes**

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, y compris l'évolution rapide du contexte commercial et des tarifs douaniers, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant

de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats restants tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à défendre notre position dans le cadre du différend avec l'acheteur de la division CAE Santé, ainsi que la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'augmentation de notre participation dans SIMCOM Aviation Training dans les délais prévus. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la croissance dans son principal marché de l'aviation civile. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient donc être inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué de presse, veuillez vous reporter à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025, qui est disponible sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur celui de SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur celui d'EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)).

### **Risques importants**

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2025 et dans son rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 juin 2025, disponibles sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Les lecteurs sont avisés que les risques énoncés pourraient avoir des effets nuisibles importants sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

### **Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières**

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « *Calculs et rapprochements* » du présent communiqué.

## **Mesures du rendement**

### *Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)*

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### *Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)*

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### *Résultat opérationnel sectoriel ajusté*

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour la période close le 30 juin 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

### *Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)*

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### *Taux d'imposition effectif ajusté*

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

### *Résultat net ajusté*

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour la période close le 30 juin 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

### *Résultat par action (RPA) ajusté*

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### *BAIIA et BAIIA ajusté*

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour la période close le 30 juin 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

### *Flux de trésorerie disponibles*

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses en immobilisations incorporelles à l'exclusion des frais de développement inscrits à l'actif, les activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

## **Mesures de la liquidité et de la structure du capital**

### *Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté*

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour la période close le 30 juin 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

### *Dettes nettes*

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique qu'elle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

### *Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté*

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous les utilisons parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

### *Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance*

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

## **Mesures de la croissance**

### *Prises de commandes ajustées*

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases

d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

#### *Carnet de commandes ajusté*

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus, mais il exclut toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

#### *Ratio valeur comptable des commandes/ventes*

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

#### **Définition des renseignements non financiers supplémentaires**

##### *Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE*

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

##### *Nombre équivalent de simulateurs (NES)*

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

### Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

## Calculs et rapprochements

### Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>						
Résultat opérationnel	99,4 \$	89,8 \$	34,4 \$	18,8 \$	133,8 \$	108,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	16,6	—	9,0	—	25,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Coûts liés à la transition de la haute direction	8,2	—	5,8	—	14,0	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	107,6 \$	106,4 \$	40,2 \$	27,8 \$	147,8 \$	134,2 \$

### Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	57,2 \$	48,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	—	19,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction, après impôt	10,3	—
Résultat net ajusté	67,5 \$	67,8 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	321,1	318,8
RPA ajusté	0,21 \$	0,21 \$

## Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Résultat avant impôt sur le résultat	79,2 \$	59,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	25,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction	14,0	—
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	93,2 \$	84,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	19,0 \$	8,3 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	6,1
Incidence fiscale sur les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Incidence fiscale sur le profit sur les coûts liés à la transition de la haute direction	3,7	—
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	22,7 \$	14,4 \$
Taux d'imposition effectif	24 %	14 %
Taux d'imposition effectif ajusté	24 %	17 %

## Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	189,2 \$	127,2 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(204,5)	(140,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(15,3) \$	(12,9) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(27,1)	(19,9)
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif	(3,7)	(5,1)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	5,1	1,7
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(13,1)	0,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	20,1	10,5
Autres activités d'investissement	(2,2)	0,3
Flux de trésorerie disponibles	(36,2) \$	(25,3) \$

\* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

## Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 juin	
	2025	2024
Résultat opérationnel	754,4 \$	(205,1) \$
Dotation aux amortissements	430,6	376,7
BAIIA	1 185,0 \$	171,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	30,9	142,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction	22,3	—
Profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM	(72,6)	—
Coûts liés aux questions concernant les actionnaires	10,6	—
Perte de valeur du goodwill	—	568,0
Perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers	—	35,7
BAIIA ajusté	1 176,2 \$	917,3 \$
Dette nette	3 236,1 \$	3 129,7 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	2,73	18,24
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	2,75	3,41

## Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	30 juin 2025	31 mars 2025
<b>Utilisation du capital :</b>		
Actifs courants	1 996,4 \$	2 143,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(171,2)	(293,7)
Passifs courants	(2 306,5)	(2 686,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	250,2	399,0
Fonds de roulement hors trésorerie	(231,1) \$	(437,6) \$
Immobilisations corporelles	2 962,6	2 989,5
Immobilisations incorporelles	3 730,0	3 871,0
Autres actifs non courants	2 189,7	2 209,7
Autres passifs non courants	(424,0)	(479,9)
Capital utilisé	8 227,2 \$	8 152,7 \$
<b>Provenance du capital :</b>		
Partie courante de la dette à long terme	250,2 \$	399,0 \$
Dette à long terme	3 157,1	3 071,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(171,2)	(293,7)
Dette nette	3 236,1 \$	3 176,7 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 907,8	4 891,5
Participations ne donnant pas le contrôle	83,3	84,5
Capital utilisé	8 227,2 \$	8 152,7 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 9 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2025 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur celui de SEDAR+ ([www.SEDARplus.ca](http://www.SEDARplus.ca)) et sur celui d'EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)).

# État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les	
	2025	30 juin 2024
Produits des activités ordinaires	1 098,6 \$	1 072,5 \$
Coût des ventes	790,3	793,8
<b>Marge brute</b>	<b>308,3 \$</b>	<b>278,7 \$</b>
Frais de recherche et de développement	36,7	35,9
Frais de vente, généraux et d'administration	159,4	133,5
Autres (profits) et pertes	—	(0,9)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(21,6)	(24,0)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	25,6
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>133,8 \$</b>	<b>108,6</b>
Charges financières – montant net	54,6	49,5
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	<b>79,2 \$</b>	<b>59,1 \$</b>
Charge d'impôt sur le résultat	19,0	8,3
<b>Résultat net</b>	<b>60,2 \$</b>	<b>50,8 \$</b>
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	57,2 \$	48,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	2,5
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>		
De base et dilué	0,18 \$	0,15 \$

# État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	2025	30 juin 2024
<b>Résultat net</b>	<b>60,2 \$</b>	50,8 \$
<b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>		
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(218,8) \$	51,5 \$
Profit (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	112,9	(19,1)
Reclassement au résultat net de gains sur écarts de conversion	(1,7)	(0,1)
Profit (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	18,8	(6,8)
Reclassement au résultat net (du profit) de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	(1,3)	3,3
Impôt sur le résultat	(4,7)	(1,0)
	<b>(94,8) \$</b>	27,8 \$
<b>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net</b>		
Réévaluation des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	26,7 \$	2,3 \$
Impôt sur le résultat	(7,1)	(0,6)
	<b>19,6 \$</b>	1,7 \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(75,2) \$</b>	29,5 \$
<b>Total du résultat global</b>	<b>(15,0) \$</b>	80,3 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(16,0) \$	77,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,0	3,0

# État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	<b>30 juin 2025</b>	31 mars 2025
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	171,2 \$	293,7 \$
Créances clients	537,7	612,0
Actifs sur contrat	491,9	482,2
Stocks	616,4	595,0
Acomptes	88,7	78,2
Impôt sur le résultat à recouvrer	62,4	59,0
Actifs financiers dérivés	28,1	23,5
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>1 996,4 \$</b>	<b>2 143,6 \$</b>
Immobilisations corporelles	2 962,6	2 989,5
Actifs au titre des droits d'utilisation	771,3	788,0
Immobilisations incorporelles	3 730,0	3 871,0
Investissement dans les participations mises en équivalence	564,4	559,1
Actifs au titre des avantages du personnel	11,9	11,6
Actifs d'impôt différé	177,8	191,8
Actifs financiers dérivés	9,1	1,4
Autres actifs non courants	655,2	657,8
<b>Total de l'actif</b>	<b>10 878,7 \$</b>	<b>11 213,8 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
Dettes fournisseurs et charges à payer	965,9 \$	1 190,8 \$
Provisions	28,4	34,5
Impôt sur le résultat à payer	19,6	18,4
Passifs sur contrat	1 020,9	1 001,6
Partie courante de la dette à long terme	250,2	399,0
Passifs financiers dérivés	21,5	42,2
<b>Total du passif courant</b>	<b>2 306,5 \$</b>	<b>2 686,5 \$</b>
Provisions	14,0	14,3
Dette à long terme	3 157,1	3 071,4
Obligations au titre des avantages du personnel	112,9	134,1
Passifs d'impôt différé	38,9	40,7
Passifs financiers dérivés	4,0	22,4
Autres passifs non courants	254,2	268,4
<b>Total du passif</b>	<b>5 887,6 \$</b>	<b>6 237,8 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions	2 339,3 \$	2 327,1 \$
Surplus d'apport	89,9	69,8
Cumul des autres éléments du résultat global	289,0	381,8
Résultats non distribués	2 189,6	2 112,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 907,8 \$	4 891,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	83,3	84,5 \$
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>4 991,1 \$</b>	<b>4 976,0</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>10 878,7 \$</b>	<b>11 213,8 \$</b>

# État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Trimestre clos le 30 juin 2025

Actions ordinaires

	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)								
Soldes au 31 mars 2025	320 265 108	2 327,1 \$	69,8 \$	381,8 \$	2 112,8 \$	4 891,5 \$	84,5 \$	4 976,0 \$
Résultat net	—	\$	—	—	57,2 \$	57,2 \$	3,0 \$	60,2 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(92,8)	19,6	(73,2)	(2,0)	(75,2)
Total du résultat global	—	—	—	(92,8)	76,8 \$	(16,0) \$	1,0 \$	(15,0) \$
Exercice d'options sur actions	348 020	12,2	(2,2)	—	—	10,0	—	10,0
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres	817	—	—	—	—	—	—	—
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt	—	—	22,3	—	—	22,3	—	22,3
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,2)	(2,2)
<b>Soldes au 30 juin 2025</b>	<b>320 613 945</b>	<b>2 339,3 \$</b>	<b>89,9 \$</b>	<b>289,0 \$</b>	<b>2 189,6 \$</b>	<b>4 907,8 \$</b>	<b>83,3 \$</b>	<b>4 991,1 \$</b>

Trimestre clos le 30 juin 2024

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Actions ordinaires

	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)								
Soldes au 31 mars 2024	318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	77,7 \$	4 302,6 \$
Résultat net	—	—	—	—	48,3 \$	48,3 \$	2,5 \$	50,8 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	27,3	1,7	29,0	0,5	29,5
Total du résultat global	—	—	—	27,3 \$	50,0 \$	77,3 \$	3,0 \$	80,3 \$
Exercice d'options sur actions	965 075	24,2	(3,0)	—	—	21,2	—	21,2
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres	34 917	1,0	(1,0)	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(463 500)	(3,3)	—	—	(8,4)	(11,7)	—	(11,7)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt	—	—	16,3	—	—	16,3	—	16,3
Soldes au 30 juin 2024	318 848 725	2 274,8 \$	67,7 \$	181,3 \$	1 804,2 \$	4 328,0 \$	80,7 \$	4 408,7 \$

# Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
<b>Activités opérationnelles</b>		
Résultat net	60,2 \$	50,8 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	113,7	97,8
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(21,6)	(24,0)
Impôt sur le résultat différé	6,3	(5,6)
Crédits d'impôt à l'investissement	(4,6)	(5,0)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	19,5	16,3
Régimes de retraite à prestations définies	5,0	3,1
Autres passifs non courants	—	(2,6)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	2,9	2,2
Autres	7,8	(5,8)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(204,5)	(140,1)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>	<b>(15,3) \$</b>	<b>(12,9) \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	(106,9) \$	(92,6) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	5,1	1,7
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles	(22,4)	(28,6)
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(13,1)	0,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	20,1	10,5
Autres	(3,4)	0,3
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>(120,6) \$</b>	<b>(108,6) \$</b>
<b>Activités de financement</b>		
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	157,8 \$	119,6 \$
Produit tiré de la dette à long terme	75,3	10,5
Remboursement sur la dette à long terme	(207,6)	(25,1)
Remboursement sur les obligations locatives	(15,8)	(13,8)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	10,0	21,2
Rachat et annulation d'actions ordinaires	—	(11,7)
Autres	(1,3)	—
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>18,4 \$</b>	<b>100,7 \$</b>
<b>Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>(5,0) \$</b>	<b>3,9 \$</b>
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(122,5) \$</b>	<b>(16,9) \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>	<b>293,7</b>	<b>160,1</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>171,2 \$</b>	<b>143,2 \$</b>

## **À PROPOS DE CAE**

À CAE, nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire. Nous offrons des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense aux moments qui comptent le plus. Chaque jour, nous donnons aux pilotes, au personnel de cabine, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires et au personnel de défense et de sécurité les moyens de donner le meilleur d'eux-mêmes, lorsque les enjeux sont les plus élevés. Regroupant environ 13 000 employés dans près de 240 établissements et centres de formation répartis dans plus de 40 pays, nous sommes présents partout où nos clients ont besoin de nous. Depuis près de 80 ans, CAE est à l'avant-garde de l'innovation, cherchant constamment à établir la norme en offrant l'excellence au niveau des simulateurs de vol haute fidélité et des solutions d'entraînement, tout en intégrant le développement durable au cœur de tout ce que nous faisons. En tirant parti de la technologie et en améliorant la performance humaine, nous nous efforçons d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et l'état de préparation aux missions, aujourd'hui et demain.

Lisez notre Rapport annuel mondial d'activités et de développement durable EX25.

### **Personnes-ressources**

#### **Médias :**

Samantha Golinski, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, +1-438-805-5856, [samantha.golinski@cae.com](mailto:samantha.golinski@cae.com)

#### **Relations avec les investisseurs :**

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, +1-514-734-5760, [andrew.arnovitz@cae.com](mailto:andrew.arnovitz@cae.com)

# Table des matières

## Rapport de gestion

<b>1</b>	1. Points saillants
<b>2</b>	2. Introduction
<b>6</b>	3. À propos de CAE
<b>7</b>	4. Variations du change
<b>8</b>	5. Résultats consolidés
<b>11</b>	6. Résultats par secteur
<b>15</b>	7. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
<b>16</b>	8. Situation financière consolidée
<b>18</b>	9. Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires
<b>25</b>	10. Contrôle interne à l'égard de l'information financière
<b>26</b>	11. Principales informations financières trimestrielles

## États financiers consolidés intermédiaires

<b>27</b>	État consolidé du résultat net
<b>28</b>	État consolidé du résultat global
<b>29</b>	État consolidé de la situation financière
<b>30</b>	État consolidé des variations des capitaux propres
<b>31</b>	Tableau consolidé des flux de trésorerie

## Notes annexes

<b>32</b>	Note 1 - Nature des activités et méthodes comptables significatives
<b>33</b>	Note 2 - Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
<b>35</b>	Note 3 - Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
<b>35</b>	Note 4 - Capital-actions et résultat par action
<b>36</b>	Note 5 - Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
<b>36</b>	Note 6 - Juste valeur des instruments financiers

# Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 juin 2025

## 1. POINTS SAILLANTS

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026

(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU ajusté, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)

	T1-2026	T1-2025	Variation en \$	Variation en %
<b>Rendement</b>				
Produits des activités ordinaires	1 098,6 \$	1 072,5 \$	26,1 \$	2 %
Résultat opérationnel	133,8 \$	108,6 \$	25,2 \$	23 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté <sup>1)</sup>	147,8 \$	134,2 \$	13,6 \$	10 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	57,2 \$	48,3 \$	8,9 \$	18 %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,18 \$	0,15 \$	0,03 \$	20 %
RPA ajusté <sup>1)</sup>	0,21 \$	0,21 \$	— \$	— %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(15,3) \$	(12,9) \$	(2,4) \$	(19) %
Flux de trésorerie disponibles <sup>1)</sup>	(36,2) \$	(25,3) \$	(10,9) \$	(43) %
<b>Liquidités et structure du capital</b>				
Capital utilisé <sup>1)</sup>	8 227,2 \$	7 538,4 \$	688,8 \$	9 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté <sup>1)</sup>	7,0 %	5,7 %		
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	2,75	3,41		
<b>Croissance</b>				
Prises de commandes ajustées <sup>1)</sup>	1 122,8 \$	1 192,0 \$	(69,2) \$	(6) %
Carnet de commandes ajusté <sup>1)</sup>	19 484,1 \$	16 977,9 \$	2 506,2 \$	15 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes <sup>1)</sup>	1,02	1,11		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes <sup>1)</sup> pour les 12 derniers mois	1,61	1,19		

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

### CHANGEMENTS SUR LE PLAN DE LA DIRECTION

Le 2 juin 2025, nous avons annoncé qu'à l'issue d'un processus de sélection rigoureux à l'échelle mondiale, le conseil, à la recommandation du comité de recherche du chef de la direction de la Société, a nommé à l'unanimité Matthew Bromberg au poste de président et chef de la direction de CAE, à compter du 13 août 2025. M. Bromberg s'est joint à CAE le 16 juin 2025 à titre de président et chef de la direction entrant, et travaille en étroite collaboration avec M. Parent tout au long de la transition afin d'assurer la continuité et un transfert en douceur des responsabilités de direction. Parallèlement à la nomination de M. Bromberg, et sous réserve de leur élection lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires, Calin Rovinescu deviendra président exécutif du conseil et Sophie Brochu deviendra administratrice indépendante principale.

## 2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport de gestion, *nous, notre, nos, CAE* et la *Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2026* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2026;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2025;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 12 août 2025. Il est destiné à améliorer la compréhension de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et des notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2025 et doit donc être lu conjointement avec le présent document et nos états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2025. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, nos résultats et notre situation financière au cours du premier trimestre de l'exercice 2026. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les normes IFRS de comptabilité (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à notre rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2025, qui vous fournit un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction et présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre objectif, notre mission et notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Activités abandonnées;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Rémunération du personnel de direction clé;
- Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôle interne à l'égard de l'information financière;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration (le conseil).

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur celui de SEDAR+ ([www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca)) et sur celui d'EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs ([investisseurs@cae.com](mailto:investisseurs@cae.com)).

### MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

#### Mesures du rendement

- Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté;
- Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Taux d'imposition effectif ajusté;
- Résultat net ajusté;
- Résultat par action (RPA) ajusté;
- BAIIA et BAIIA ajusté;
- Flux de trésorerie disponibles.

**Mesures de la liquidité et de la structure du capital**

- Fonds de roulement hors trésorerie;
- Capital utilisé;
- Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté;
- Dette nette;
- Ratio de la dette nette sur les capitaux propres;
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté;
- Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance.

**Mesures de la croissance**

- Prises de commandes ajustées;
- Carnet de commandes ajusté;
- Ratio valeur comptable des commandes/ventes.

Les définitions de toutes les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la section 9.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent rapport de gestion afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction. En outre, le cas échéant, nous fournissons un rapprochement quantitatif des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières avec la mesure la plus directement comparable selon les IFRS. Veuillez vous reporter à la section 9.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » pour des renvois vers ces rapprochements.

**NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE**

Le présent rapport de gestion présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- S'il est probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

**MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent rapport de gestion contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions de développement durable, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats (tels que définis à la section 6.2 « *Défense et Sécurité* » du présent rapport de gestion) comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de telles différences comprennent notamment les risques stratégiques, comme l'incertitude géopolitique, la conjoncture économique mondiale, la concurrence commerciale, l'empiètement des fabricants d'équipement d'origine (OEM), l'inflation, la portée internationale de nos activités, l'évolution des politiques commerciales américaines ou des règlements d'application en la matière, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les contraintes du secteur de l'aviation civile, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les activités de recherche et de développement (R-D), l'évolution des normes et l'innovation et la perturbation technologiques, la durée du cycle de vente, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, notre capacité à gérer efficacement notre croissance, les estimations des occasions sur le marché et les priorités concurrentes; les risques opérationnels, comme les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la gestion et l'exécution de programmes, les fusions et acquisitions, la continuité des activités, les sous-traitants, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, notre dépendance continue à l'égard de certaines parties et informations, ainsi que la santé et la sécurité; les risques de cybersécurité; les risques liés aux talents, comme le recrutement, le perfectionnement et la rétention, la capacité d'attirer, de recruter et de retenir les membres du personnel et de la direction clés, la culture d'entreprise et les relations de travail; les risques financiers, comme l'activisme des actionnaires, la disponibilité du capital, le risque de crédit des clients, les variations du change, l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, le risque de liquidité, la volatilité des taux d'intérêt, le rendement du capital investi pour les actionnaires, les estimations comptables, le risque de dépréciation, la capitalisation des régimes de retraite, l'endettement, les coûts d'acquisition et d'intégration, les ventes d'actions ordinaires additionnelles, les cours du marché et la volatilité de nos actions ordinaires, le caractère saisonnier des activités, les questions fiscales et le carnet de commandes ajusté; les risques légaux et réglementaires, comme les droits en matière de données et la gouvernance des données, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la conformité avec les lois et règlements, les lacunes potentielles de la couverture d'assurance, les passifs liés aux produits, les lois et règlements sur l'environnement, les contrôles et enquêtes publics, la protection de nos droits de propriété intellectuelle et de notre marque, la propriété intellectuelle de tiers, le statut d'émetteur privé étranger, et l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants; les risques liés au développement durable, comme les événements climatiques extrêmes et l'incidence des catastrophes naturelles ou autres (y compris les répercussions des changements climatiques), ainsi que les engagements et attentes en matière de développement durable; les risques d'atteinte à la réputation; et les risques technologiques, comme les technologies de l'information (TI) et la dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information.

La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur le rendement ou les résultats de CAE. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liés à nos activités sont présentées à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2025. Les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport de gestion. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

## HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans le présent rapport de gestion sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, y compris l'évolution rapide du contexte commercial et des droits de douane, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats restants tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à défendre notre position dans le cadre du différend avec l'acheteur de la division CAE Santé, ainsi que la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'augmentation de notre participation dans SIMCOM Aviation Training dans les délais prévus. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la croissance dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent rapport de gestion et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient se révéler inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent rapport de gestion, veuillez vous reporter à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2025.

### 3. À PROPOS DE CAE

#### 3.1 Qui nous sommes

À CAE, nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire. Nous offrons des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense aux moments qui comptent le plus. Chaque jour, nous donnons aux pilotes, au personnel de cabine, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires et au personnel de défense et de sécurité les moyens de donner le meilleur d'eux-mêmes, lorsque les enjeux sont les plus élevés. Regroupant environ 13 000 employés dans près de 240 établissements et centres de formation répartis dans plus de 40 pays, nous sommes présents partout où nos clients ont besoin de nous. Depuis près de 80 ans, CAE est à l'avant-garde de l'innovation, cherchant constamment à établir la norme en offrant l'excellence au niveau des simulateurs de vol haute fidélité et des solutions d'entraînement, tout en intégrant le développement durable au cœur de tout ce que nous faisons. En tirant parti de la technologie et en améliorant la performance humaine, nous nous efforçons d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et l'état de préparation aux missions, aujourd'hui et demain.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE), sous le symbole CAE.

#### 3.2 Notre objectif, notre mission et notre vision

Nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire.

Notre mission est d'offrir des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense pour les moments qui comptent le plus.

Notre vision est d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et la préparation aux missions, en définissant la norme d'excellence en matière de formation et d'opérations critiques en exploitant la technologie et en améliorant les performances humaines.

#### 3.3 Notre stratégie

##### Les quatre piliers stratégiques de CAE

Quatre piliers fondamentaux sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Croissance efficace;
- Leadership technologique et commercial;
- Révolution au niveau de la formation et des opérations critiques;
- Compétences et culture.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.3 « *Notre stratégie* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2025, qui est disponible sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur celui de SEDAR+ ([www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca)) et sur celui d'EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)).

#### 3.4 Nos activités

Nous gérons nos activités en deux secteurs :

- Aviation civile – Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance, du personnel au sol et des contrôleurs aériens dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions numériques axées sur les opérations aériennes. Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les fournisseurs de services de navigation aérienne, les organismes d'entretien, de réparation et de révision, et les entreprises spécialisées dans la location financement d'appareils;
- Défense et Sécurité – Nous sommes un fournisseur mondial de solutions d'entraînement et de simulation évolutives, peu importe la plateforme, qui rehaussent la préparation et la sécurité des forces armées. Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier.

Aucun changement important n'a été apporté à nos activités depuis la clôture de l'exercice 2025. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.4 « *Nos activités* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2025, qui est disponible sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur celui de SEDAR+ ([www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca)) et sur celui d'EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)).

#### 4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux deux principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes ajusté en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	<b>30 juin 2025</b>	31 mars 2025	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	<b>1,36</b>	1,44	(6) %
Euro (€)	<b>1,60</b>	1,55	3 %

Nous avons utilisé les taux de change moyens trimestriels présentés ci-dessous pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges pour les périodes indiquées :

	<b>Trimestres clos les</b>		Augmentation / (diminution)
	<b>2025</b>	<b>30 juin 2024</b>	
Dollar américain (\$ US)	<b>1,39</b>	1,37	1 %
Euro (€)	<b>1,57</b>	1,47	7 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 18,3 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 2,7 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel ajusté pour le trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel ajusté libellés en monnaies étrangères de nos établissements à l'étranger pour le trimestre aux taux de change mensuels moyens du premier trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé. Vous trouverez un complément d'information sur notre exposition aux monnaies étrangères et nos stratégies de couverture à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

## 5. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 5.1 Résultat opérationnel – Premier trimestre de l'exercice 2026

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T1-2026	T4-2025	T3-2025	T2-2025	T1-2025
Produits des activités ordinaires	<b>1 098,6</b>	1 275,4	1 223,4	1 136,6	1 072,5 \$
Coût des ventes	<b>790,3</b>	884,7	883,8	845,5	793,8 \$
Marge brute	<b>308,3</b>	390,7	339,6	291,1	278,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires<sup>1)</sup></i>	<b>28,1</b>	30,6	27,8	25,6	26,0 %
Frais de recherche et de développement	<b>36,7</b>	21,4	28,7	37,2	35,9 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	<b>159,4</b>	164,1	140,2	127,6	133,5 \$
Autres (profits) et pertes	<b>—</b>	(9,6)	(0,1)	(2,7)	(0,9) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	<b>(21,6)</b>	(25,1)	(19,2)	(20,0)	(24,0) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	<b>—</b>	—	—	30,9	25,6 \$
Profit sur la réévaluation d'une participation précédemment détenue	<b>—</b>	—	(72,6)	—	— \$
Résultat opérationnel	<b>133,8</b>	239,9	262,6	118,1	108,6 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires<sup>1)</sup></i>	<b>12,2</b>	18,8	21,5	10,4	10,1 %
Charges financières – montant net	<b>54,6</b>	56,5	56,6	52,9	49,5 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	<b>79,2</b>	183,4	206,0	65,2	59,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat	<b>19,0</b>	45,2	34,8	10,4	8,3 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition effectif)</i>	<b>24</b>	25	17	16	14 %
Résultat net	<b>60,2</b>	138,2	171,2	54,8	50,8 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	<b>57,2</b>	135,9	168,6	52,5	48,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>3,0</b>	2,3	2,6	2,3	2,5 \$
	<b>60,2</b>	138,2	171,2	54,8	50,8 \$
RPA attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	<b>0,18</b>	0,42	0,53	0,16	0,15 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté <sup>1)</sup>	<b>147,8</b>	258,8	190,0	149,0	134,2 \$
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	<b>67,5</b>	149,6	91,9	76,2	67,8 \$
RPA ajusté <sup>1)</sup>	<b>0,21</b>	0,47	0,29	0,24	0,21 \$

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

**Les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 098,6 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 26,1 millions \$, soit 2 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** La variation des produits des activités ordinaires sectoriels s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>			Variation	Variation
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2025	2024	en \$	en %
Aviation civile	<b>607,7 \$</b>	587,6 \$	20,1 \$	3 %
Défense et Sécurité	<b>490,9</b>	484,9	6,0	1 %
Produits des activités ordinaires	<b>1 098,6 \$</b>	1 072,5 \$	26,1 \$	2 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

**La marge brute s'est établie à 308,3 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 29,6 millions \$, soit 11 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** La variation de la marge brute sectorielle s'établit comme suit :

<i>(montants en millions) Trimestres clos les 30 juin</i>	<b>2025</b>	2024	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
Aviation civile	<b>201,1 \$</b>	187,7 \$	13,4 \$	7 %
Défense et Sécurité	<b>107,2</b>	91,0	16,2	18 %
Marge brute	<b>308,3 \$</b>	278,7 \$	29,6 \$	11 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « *Résultats par secteur* » du présent rapport de gestion.

**Le résultat opérationnel s'est établi à 133,8 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 25,2 millions \$, soit 23 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** Le résultat opérationnel de la période considérée inclut des coûts liés à la transition de la haute direction de 14,0 millions \$. Le résultat opérationnel de l'exercice précédent comprenait des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 25,6 millions \$. La variation du résultat opérationnel sectoriel s'établit comme suit :

<i>(montants en millions) Trimestres clos les 30 juin</i>	<b>2025</b>	2024	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
Aviation civile	<b>99,4 \$</b>	89,8 \$	9,6 \$	11 %
Défense et Sécurité	<b>34,4</b>	18,8	15,6	83 %
Résultat opérationnel	<b>133,8 \$</b>	108,6 \$	25,2 \$	23 %

**Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 147,8 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 13,6 millions \$, soit 10 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** La variation du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

<i>(montants en millions) Trimestres clos les 30 juin</i>	<b>2025</b>	2024	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
Aviation civile	<b>107,6 \$</b>	106,4 \$	1,2 \$	1 %
Défense et Sécurité	<b>40,2</b>	27,8	12,4	45 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	<b>147,8 \$</b>	134,2 \$	13,6 \$	10 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « *Résultats par secteur* » du présent rapport de gestion.

**Le montant net des charges financières s'est établi à 54,6 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 5,1 millions \$, soit 10 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** La hausse est essentiellement imputable à l'augmentation des charges financières sur les obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation ainsi qu'aux charges financières additionnelles liées aux emprunts pour le financement de la transaction visant SIMCOM au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des charges financières sur la dette à long terme découlant de la diminution du niveau des emprunts pour la période considérée, ce qui s'inscrit dans nos initiatives de désendettement continues.

**La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 19,0 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 24 %, par rapport à un taux d'imposition effectif de 14 % au premier trimestre de l'exercice 2025.** Le taux d'imposition effectif ajusté sur notre résultat net ajusté a été de 24 % pour le trimestre, comparativement à 17 % au premier trimestre de l'exercice 2025. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement un changement dans la composition des revenus provenant de différents territoires. Le taux d'imposition effectif de la période a eu une incidence défavorable sur un avantage fiscal différé non comptabilisé découlant des fluctuations des taux de change latentes.

Le 4 juillet 2025, la loi de réconciliation intitulée *An Act to provide for reconciliation pursuant to title II of H. Con. Res 14* a été promulguée en tant que loi fédérale américaine. La loi de réconciliation aborde de nombreuses politiques de dépenses et apporte également plusieurs ajustements à la législation fiscale actuelle, notamment une augmentation du taux de l'impôt anti-abus contre l'érosion de l'assiette fiscale (*base erosion and anti-abuse tax*, ou BEAT) à compter de l'année civile 2026, le rétablissement de la déduction totale des frais de R-D qualifiés engagés aux États-Unis (*U.S. qualified R&D expenditures*) à compter de l'année civile 2025, le rétablissement permanent de la possibilité de déduire immédiatement les nouveaux investissements dans certains actifs amortissables qualifiés réalisés après le 19 janvier 2025 et la bonification de la limite de déduction pour les charges d'intérêts nettes à compter de l'année civile 2025. Les modifications apportées aux lois fiscales seront reflétées dans nos états financiers consolidés à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2026. Nous évaluons actuellement l'incidence sur notre taux d'imposition effectif et nos paiements d'impôt sur le résultat, incidence qui, à notre avis, ne devrait pas être significative.

## 5.2 Coûts liés à la transition de la haute direction

En novembre 2024, la Société a annoncé son plan de relève pour le poste de chef de la direction, en vertu duquel Marc Parent, l'actuel chef de la direction, quittera la Société le 13 août 2025, en marge de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires. Les conditions de départ du chef de la direction, arrêtées au quatrième trimestre de l'exercice 2025, comprennent des clauses de non-concurrence et de non-sollicitation, ainsi que d'autres conditions généralement conformes au contrat d'emploi convenu auparavant, qui demeurera en vigueur jusqu'à la date du départ.

Le 2 juin 2025, nous avons annoncé qu'à l'issue d'un processus de sélection rigoureux à l'échelle mondiale, le conseil, à la recommandation du comité de recherche du chef de la direction de la Société, a nommé à l'unanimité Matthew Bromberg au poste de président et chef de la direction de CAE, à compter du 13 août 2025. M. Bromberg s'est joint à CAE le 16 juin 2025 à titre de président et chef de la direction entrant, et travaille en étroite collaboration avec M. Parent tout au long de la transition afin d'assurer la continuité et un transfert en douceur des responsabilités de direction. Parallèlement à la nomination de M. Bromberg, et sous réserve de leur élection lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires, Calin Rovinescu deviendra président exécutif du conseil et Sophie Brochu deviendra administratrice indépendante principale.

Au premier trimestre de l'exercice 2026, la Société a engagé des coûts de 14,0 millions \$ liés à la transition de la haute direction, dont un montant de 11,4 millions \$ au titre des conditions de départ du chef de la direction, qui représentent des charges à payer qui n'ont pas encore été versées à l'actuel chef de la direction, et d'autres coûts de 2,6 millions \$. Ces coûts sont comptabilisés dans les frais de vente, généraux et d'administration.

## 5.3 Prises de commandes ajustées consolidées et carnet de commandes ajusté

(montants en millions) Trimestres clos les 30 juin	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Commandes engagées <sup>1)</sup> en début de période	8 165,0 \$	6 107,5 \$	5 563,5 \$	3 407,8 \$	13 728,5 \$	9 515,3 \$
+ prises de commandes ajustées <sup>1)</sup>	511,4	770,5	611,4	421,5	1 122,8	1 192,0
- produits des activités ordinaires	(607,7)	(587,6)	(490,9)	(484,9)	(1 098,6)	(1 072,5)
+/- ajustements	(310,1)	54,3	(80,4)	33,6	(390,5)	87,9
Commandes engagées <sup>1)</sup> en fin de période	7 758,6 \$	6 344,7 \$	5 603,6 \$	3 378,0 \$	13 362,2 \$	9 722,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises <sup>1)</sup> (exclusivement composé de commandes engagées)	621,2	240,6	3 576,7	4 868,7	4 197,9	5 109,3
Commandes non financées et options <sup>1)</sup>	—	—	1 924,0	2 145,9	1 924,0	2 145,9
Carnet de commandes ajusté <sup>1)</sup>	8 379,8 \$	6 585,3 \$	11 104,3 \$	10 392,6 \$	19 484,1 \$	16 977,9 \$

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,02. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,61.

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

## 6. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre deux secteurs :

- Aviation civile;
- Défense et Sécurité.

Lorsqu'il nous est possible de déterminer et d'évaluer l'emploi que chaque secteur opérationnel fait des actifs communs utilisés et des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux) communs encourus, nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires sectoriels et de notre résultat opérationnel sectoriel ajusté sont présentés en ordre de grandeur.

### 6.1 Aviation civile

#### PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026

##### RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T1-2026	T4-2025	T3-2025	T2-2025	T1-2025
Produits des activités ordinaires	607,7	728,4	752,6	640,7	587,6 \$
Marge brute	201,1	272,4	234,2	189,3	187,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires<sup>1)</sup></i>	33,1	37,4	31,1	29,5	31,9 %
Résultat opérationnel	99,4	197,4	223,4	94,7	89,8 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté <sup>1)</sup>	107,6	208,4	150,8	115,9	106,4 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires<sup>1)</sup></i>	17,7	28,6	20,0	18,1	18,1 %
Dotation aux amortissements	86,9	84,3	80,1	74,7	73,3 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	62,9	62,6	58,4	37,0	71,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	17,7	13,9	12,8	17,2	22,7 \$
Capital utilisé <sup>1)</sup>	5 838,0	5 894,3	5 774,3	5 143,0	5 086,0 \$
Carnet de commandes ajusté <sup>1)</sup>	8 379,8	8 846,6	8 798,7	6 663,1	6 585,3 \$

##### Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	298	298	292	276	279
FFS dans le réseau de CAE	367	363	362	355	349
Taux d'utilisation	71	75	76	70	76 %
FFS livrés	8	15	20	18	8

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

**Les produits des activités ordinaires se sont établis à 607,7 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 20,1 millions \$, soit 3 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** L'augmentation découle surtout de la consolidation de SIMCOM dans nos résultats dans la foulée de l'augmentation de notre participation au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse a été neutralisée en partie par une composition moins favorable de solutions de produits, ainsi que par la diminution du taux d'utilisation découlant du recul de la demande de formation initiale pour nos services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale.

**La marge brute s'est établie à 201,1 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 13,4 millions \$, soit 7 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** La hausse découle principalement de la consolidation de SIMCOM dans nos résultats dans la foulée de l'augmentation de notre participation au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse a été contrebalancée en partie par l'apport moindre des services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale du fait de la diminution du taux d'utilisation découlant du recul de la demande de formation initiale et de l'augmentation de la dotation aux amortissements à la suite d'une période pluriannuelle de déploiement intensif afin de soutenir la croissance organique de nos centres de formation, ainsi que par une composition moins favorable de solutions de produits pour le trimestre.

**Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 107,6 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 1,2 million \$, soit 1 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** L'augmentation découle surtout de la consolidation de SIMCOM dans nos résultats dans la foulée de l'augmentation de notre participation au troisième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation a été annulée en partie par l'apport moindre des services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale du fait de la diminution du taux d'utilisation découlant du recul de la demande de formation initiale et de l'augmentation de la dotation aux amortissements à la suite d'une période pluriannuelle de déploiement intensif afin de soutenir la croissance organique de nos centres de formation, par une composition moins favorable de solutions de produits pour le trimestre, ainsi que par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration.

Vous trouverez un complément d'information sur le rapprochement du résultat opérationnel et du résultat opérationnel sectoriel ajusté à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion.

**Les dépenses en immobilisations corporelles se sont établies à 62,9 millions \$ pour le trimestre.** Pour le trimestre, les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 42,6 millions \$, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 20,3 millions \$.

**Le capital utilisé a diminué de 56,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent.** La diminution s'explique en grande partie par les variations du change, neutralisées en partie par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie et les participations mises en équivalence. L'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie traduit en grande partie la baisse des dettes fournisseurs et charges à payer de même que la hausse des stocks, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des passifs sur contrat.

#### Carnet de commandes ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Commandes engagées <sup>1)</sup> en début de période	8 165,0 \$	6 107,5 \$
+ prises de commandes ajustées <sup>1)</sup>	511,4	770,5
- produits des activités ordinaires	(607,7)	(587,6)
+/- ajustements	(310,1)	54,3
Commandes engagées <sup>1)</sup> en fin de période	7 758,6 \$	6 344,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises <sup>1)</sup> (exclusivement composé de commandes engagées)	621,2	240,6
Carnet de commandes ajusté <sup>1)</sup>	8 379,8 \$	6 585,3 \$

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « *Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires* » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Les prises de commandes ajustées comprennent des contrats portant sur la vente de 5 simulateurs de vol (FFS) au cours du trimestre.

Pour le trimestre considéré, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,84 pour le trimestre. Ce ratio s'est établi à 1,27 pour les 12 derniers mois.

## 6.2 Défense et Sécurité

## PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026

## RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T1-2026	T4-2025	T3-2025	T2-2025	T1-2025
Produits des activités ordinaires	490,9	547,0	470,8	495,9	484,9 \$
Marge brute	107,2	118,3	105,4	101,8	91,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires<sup>1)</sup></i>	21,8	21,6	22,4	20,5	18,8 %
Résultat opérationnel	34,4	42,5	39,2	23,4	18,8 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté <sup>1)</sup>	40,2	50,4	39,2	33,1	27,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires<sup>1)</sup></i>	8,2	9,2	8,3	6,7	5,7 %
Dotations aux amortissements	26,8	26,2	26,2	25,4	24,5 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	44,0	46,4	39,2	20,0	20,9 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	4,7	3,7	4,5	7,2	5,9 \$
Capital utilisé <sup>1)</sup>	2 062,2	1 991,3	2 041,8	2 035,1	2 110,0 \$
Carnet de commandes ajusté <sup>1)</sup>	11 104,3	11 295,6	11 481,0	11 378,1	10 392,6 \$

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

**Les produits des activités ordinaires se sont établis à 490,9 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 6,0 millions \$, soit 1 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** La hausse découle surtout de l'augmentation des produits tirés de nos programmes nord-américains du fait de la hausse du niveau d'activité au Canada et est neutralisée en partie par le calendrier des activités aux États-Unis à la suite de l'achèvement de certains programmes à marge moins élevée.

**La marge brute s'est établie à 107,2 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 16,2 millions \$, soit 18 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** L'augmentation s'explique surtout par la rentabilité et l'activité accrues à l'égard de nos programmes nord-américains en raison de gains d'efficacité opérationnelle et de l'achèvement de certains programmes à marge moins élevée aux États-Unis, ainsi que de l'intensification de programmes à marge plus élevée au Canada.

**Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 40,2 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 12,4 millions \$, soit 45 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025.** L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la rentabilité et l'activité accrues à l'égard de nos programmes nord-américains en raison de gains d'efficacité opérationnelle et de l'achèvement de certains programmes à marge moins élevée aux États-Unis, ainsi que de l'intensification de programmes à marge plus élevée au Canada, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration.

Vous trouverez un complément d'information sur le rapprochement du résultat opérationnel et du résultat opérationnel sectoriel ajusté à la section 9.3 « Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

**Les dépenses en immobilisations corporelles se sont établies à 44,0 millions \$ pour le trimestre.** Pour le trimestre, les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 37,2 millions \$, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 6,8 millions \$.

**Capital utilisé en hausse de 70,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent.** La hausse s'explique en grande partie par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie et par la hausse des immobilisations corporelles, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence des variations du change. L'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie est d'abord et avant tout attribuable à la baisse des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi qu'à la hausse des actifs sur contrat, facteurs annulés en partie par la diminution des créances clients.

### Renseignements supplémentaires concernant les contrats du secteur Défense et Sécurité

Au sein du secteur Défense et Sécurité, nous avons certains contrats à prix fixe qui offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par l'évolution défavorable des conditions économiques, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes, la disponibilité de la main-d'œuvre et les difficultés d'exécution. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y avait huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix fixe, avec peu ou pas de disposition pour les hausses des coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »). Bien qu'ils ne représentent qu'une petite partie des activités actuelles, ils ont eu un impact disproportionné sur la rentabilité globale du secteur Défense et Sécurité au cours des exercices précédents. Au 30 juin 2025, nous avons achevé trois de ces anciens contrats, et l'incidence attendue de l'exécution continue des anciens contrats restants sur la rentabilité du secteur Défense et Sécurité est maintenant négligeable. La direction continue de suivre de près les anciens contrats restants en tant que groupe distinct et continuera de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour réduire les pressions sur les coûts liés à ceux-ci dans l'avenir. Pour plus de détails sur les risques associés à la gestion et à l'exécution des programmes de CAE et à ses contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, veuillez vous reporter à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2025.

### Carnet de commandes ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les	
	2025	30 juin 2024
Commandes engagées <sup>1)</sup> en début de période	5 563,5 \$	3 407,8 \$
+ prises de commandes ajustées <sup>1)</sup>	611,4	421,5
- produits des activités ordinaires	(490,9)	(484,9)
+/- ajustements	(80,4)	33,6
Commandes engagées <sup>1)</sup> en fin de période	5 603,6 \$	3 378,0 \$
Carnet de commandes des coentreprises <sup>1)</sup> (exclusivement composé de commandes engagées)	3 576,7	4 868,7
Commandes non financées et options <sup>1)</sup>	1 924,0	2 145,9
Carnet de commandes ajusté <sup>1)</sup>	11 104,3 \$	10 392,6 \$

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « *Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires* » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Pour le trimestre considéré, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,25 pour le trimestre. Ce ratio s'est établi à 2,08 pour les 12 derniers mois.

Au cours du trimestre, des commandes de 228,3 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 244,9 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

## 7. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étapes sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures attendues du marché du crédit.

### 7.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	189,2 \$	127,2 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(204,5)	(140,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(15,3) \$	(12,9) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance <sup>1)</sup>	(27,1)	(19,9)
Dépenses en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif	(3,7)	(5,1)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	5,1	1,7
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(13,1)	0,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	20,1	10,5
Autres activités d'investissement	(2,2)	0,3
Flux de trésorerie disponibles <sup>1)</sup>	(36,2) \$	(25,3) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance <sup>1)</sup>	(79,8)	(72,7)
Frais de développement inscrits à l'actif	(18,7)	(23,5)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	10,0	21,2
Rachat et annulation d'actions ordinaires	—	(11,7)
Autres mouvements de trésorerie – montant net	(2,5)	—
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(5,0)	3,9
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(132,2) \$	(108,1) \$

\* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

**Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établis à un montant négatif de 15,3 millions \$ pour le trimestre**, en baisse de 2,4 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025. La baisse s'explique essentiellement par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, annulé en partie par l'augmentation du résultat net ajusté pour tenir compte des éléments hors trésorerie.

**Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à un montant négatif de 36,2 millions \$ pour le trimestre**, en baisse de 10,9 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2025. La baisse s'explique essentiellement par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisé en partie par l'augmentation du résultat net ajusté pour tenir compte des éléments hors trésorerie et par l'augmentation des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

## 8. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 8.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	Au 30 juin 2025	Au 31 mars 2025
<b>Utilisation du capital<sup>1)</sup> :</b>		
Actifs courants	1 996,4 \$	2 143,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(171,2)	(293,7)
Passifs courants	(2 306,5)	(2 686,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	250,2	399,0
Fonds de roulement hors trésorerie <sup>1)</sup>	(231,1) \$	(437,6) \$
Immobilisations corporelles	2 962,6	2 989,5
Immobilisations incorporelles	3 730,0	3 871,0
Autres actifs non courants	2 189,7	2 209,7
Autres passifs non courants	(424,0)	(479,9)
Capital utilisé <sup>1)</sup>	8 227,2 \$	8 152,7 \$
<b>Provenance du capital<sup>1)</sup> :</b>		
Partie courante de la dette à long terme	250,2 \$	399,0 \$
Dette à long terme	3 157,1	3 071,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(171,2)	(293,7)
Dette nette <sup>1)</sup>	3 236,1 \$	3 176,7 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 907,8	4 891,5
Participations ne donnant pas le contrôle	83,3	84,5
Capital utilisé <sup>1)</sup>	8 227,2 \$	8 152,7 \$

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

**Le rendement du capital utilisé (RCU) ajusté s'est établi à 7,0 % pour le trimestre**, par rapport à 5,7 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent et à 7,2 % pour le trimestre précédent.

**Le fonds de roulement hors trésorerie a augmenté de 206,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent.** L'augmentation s'explique en grande partie par la baisse des dettes fournisseurs et charges à payer.

**Les immobilisations corporelles ont diminué de 26,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent.** La diminution traduit essentiellement l'incidence des variations du change, neutralisée en partie par les dépenses d'investissement en immobilisations en sus de la dotation aux amortissements.

**Les immobilisations incorporelles ont diminué de 141,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent.** La diminution découle essentiellement de l'incidence des variations du change.

**Les autres actifs non courants ont diminué de 20,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent.** La diminution traduit essentiellement la baisse des actifs au titre des droits d'utilisation découlant de l'incidence des variations du change.

**Les autres passifs non courants ont diminué de 55,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent.** La diminution reflète essentiellement la baisse des obligations au titre des avantages du personnel, qui s'explique en grande partie par la mise à jour des taux d'actualisation actuariels utilisés pour déterminer nos obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies, de même que la baisse des passifs financiers dérivés.

**La dette totale a diminué de 63,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent.** La diminution de la dette totale traduit essentiellement l'incidence des variations du change, neutralisée en partie par le produit net des emprunts.

**Dettes nette en hausse de 59,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2025
Dettes nette <sup>1)</sup> en début de période	3 176,7 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir le tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés à la section 7.1)	132,2
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(109,3)
Ajouts et réévaluations d'obligations locatives	27,2
Autres	9,3
Variation de la dette nette pour la période	59,4 \$
Dettes nette <sup>1)</sup> en fin de période	3 236,1 \$

<b>Mesures de la liquidité</b>	<b>Au 30 juin 2025</b>	Au 30 juin 2024
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>39,3 %</b>	41,5 %
Ratio de la dette nette sur le BAIIA <sup>1)</sup>	<b>2,73</b>	18,24
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	<b>2,75</b>	3,41

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable non garantie à taux variable engagée de 1,0 milliard \$ US, consentie par un consortium de prêteurs. En juin 2025, nous avons reporté de deux ans, soit jusqu'en juin 2030, la date d'échéance de cette facilité. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit. Nous gérons une facilité d'achat de créances non engagée d'un maximum de 400,0 millions \$ US, en vertu de laquelle nous vendons des droits dans certaines de nos créances clients à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. Cette facilité est reconduite chaque année.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le respect de clauses restrictives usuelles de nature financière. Au 30 juin 2025, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

**Emprunts à terme**

En mai 2025, nous avons remboursé par anticipation un emprunt à terme non garanti de 125,0 millions \$ US échéant en juillet 2025.

En juin 2025, nous avons reporté jusqu'en juin 2027 la date d'échéance de notre emprunt à terme consorsial de 200,0 millions \$ US, qui porte intérêt à taux variable.

En juin 2025, nous avons conclu un accord d'emprunt à terme non garanti d'un montant de 50,0 millions \$ US, lequel vient à échéance en juin 2027 et porte intérêt à taux variable. Le produit de cet emprunt à terme a été principalement utilisé pour rembourser d'autres dettes diverses portant intérêt à des taux plus élevés.

**Notation de crédit**

Au 30 juin 2025, la notation de crédit accordée à CAE par S&P Global Ratings, qui est de BBB- avec perspective négative, n'avait pas changé.

**Le total des capitaux propres a augmenté de 15,1 millions \$ pour le trimestre.** L'augmentation des capitaux propres s'explique en grande partie par le résultat net dégagé pour le trimestre considéré et par l'incidence des attributions réglées en instruments de capitaux propres, facteurs neutralisés en partie par les variations des autres éléments du résultat global du fait des variations du change.

**Informations sur les actions en circulation**

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2025, nous avions au total 320 613 945 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 2 339,3 millions \$. Nous avons également 4 238 101 options en circulation. Au 31 juillet 2025, nous avions un total de 320 726 213 actions ordinaires émises et en circulation, et 4 129 556 options étaient en circulation.

### *Rachat et annulation d'actions ordinaires*

Le 6 juin 2025, nous avons annoncé le renouvellement de notre programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant l'achat, à des fins d'annulation, de jusqu'à 16 019 294 actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a débuté le 10 juin 2025 et se terminera le 9 juin 2026 ou à une date antérieure à laquelle la Société aura terminé ses achats ou choisi d'y mettre fin. Ces achats peuvent être effectués par l'entremise des installations de la TSX ou de la NYSE, ou de toute autre manière autorisée par les règles boursières et les lois sur les valeurs mobilières applicables, au cours du marché en vigueur au moment de l'acquisition, majoré des frais de courtage. Toutes les actions ordinaires achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, nous n'avons racheté aucune action ordinaire aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (2024 – 463 500 actions ordinaires au prix moyen pondéré de 25,21 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie totale de 11,7 millions \$).

## **9. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS, AUTRES MESURES FINANCIÈRES ET RENSEIGNEMENTS NON FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES**

### **9.1 Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières**

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Une mesure financière non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie, et qui exclut un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans nos états financiers ou comprend un montant qui en est exclu.

Un ratio non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui est exprimée sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, qui a au moins une mesure financière non conforme aux IFRS comme l'une de ses composantes.

Un total des mesures sectorielles s'entend de toute mesure financière qui est un sous-total ou le total d'au moins deux secteurs à présenter et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure de gestion du capital s'entend de toute mesure financière qui vise à permettre à une personne physique d'évaluer les objectifs, les procédures et les processus que nous avons adoptés pour gérer notre capital et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure financière supplémentaire s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie historiques ou attendus, qui n'est pas présentée dans nos états financiers de base et qui ne s'inscrit pas dans l'une des catégories précitées.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

### **MESURES DU RENDEMENT**

#### **Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)**

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

#### **Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)**

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du présent rapport de gestion et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrits à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

### Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

### Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition sur le résultat et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

### Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du présent rapport de gestion et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrits à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

### Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous suivons l'évolution de cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

### **BAIIA et BAIIA ajusté**

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du présent rapport de gestion et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrits à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

### **Flux de trésorerie disponibles**

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif, les autres activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit net tiré des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements. Veuillez vous reporter à la section 7.1 « *Mouvements de trésorerie consolidés* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

## **MESURES DE LA LIQUIDITÉ ET DE LA STRUCTURE DU CAPITAL**

### **Fonds de roulement hors trésorerie**

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (déduction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente). Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

### **Capital utilisé**

Le capital utilisé est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation du capital :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt, des actifs au titre des avantages du personnel et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations au titre des redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

**Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté**

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du présent rapport de gestion et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrits à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

**Dettes nettes**

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

**Ratio de la dette nette sur les capitaux propres**

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est une mesure de gestion du capital qui correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette. Nous l'utilisons pour gérer notre structure de capital et pour surveiller nos priorités en matière d'allocation de capital.

**Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté**

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous utilisons le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un calcul de ces mesures.

**Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance**

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

## MESURES DE LA CROISSANCE

### Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

### Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus, mais il exclut toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

### Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

## 9.2 Définition des renseignements non financiers supplémentaires

### Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

### Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de FFS qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Par exemple, dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des FFS dans ce centre. Lorsqu'un FFS est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte dans le NES qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

**Taux d'utilisation**

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

**9.3 Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS****Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté**

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>						
Résultat opérationnel	99,4 \$	89,8 \$	34,4 \$	18,8 \$	133,8 \$	108,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	16,6	—	9,0	—	25,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Coûts liés à la transition de la haute direction	8,2	—	5,8	—	14,0	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	107,6 \$	106,4 \$	40,2 \$	27,8 \$	147,8 \$	134,2 \$

**Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté**

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	57,2 \$	48,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	—	19,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction, après impôt	10,3	—
Résultat net ajusté	67,5 \$	67,8 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	321,1	318,8
RPA ajusté	0,21 \$	0,21 \$

**Calcul du taux d'imposition effectif ajusté**

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Résultat avant impôt sur le résultat	79,2 \$	59,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	25,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction	14,0	—
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	93,2 \$	84,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	19,0 \$	8,3 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	6,1
Incidence fiscale sur les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Incidence fiscale sur les coûts liés à la transition de la haute direction	3,7	—
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	22,7 \$	14,4 \$
Taux d'imposition effectif	24 %	14 %
Taux d'imposition effectif ajusté	24 %	17 %

**Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté**

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 juin	
	2025	2024
Résultat opérationnel	754,4 \$	(205,1) \$
Dotations aux amortissements	430,6	376,7
BAIIA	1 185,0 \$	171,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	30,9	142,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction	22,3	—
Profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM	(72,6)	—
Coûts liés aux questions concernant les actionnaires	10,6	—
Perte de valeur du goodwill	—	568,0
Perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers	—	35,7
BAIIA ajusté	1 176,2 \$	917,3 \$
Dette nette	3 236,1 \$	3 129,7 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	2,73	18,24
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	2,75	3,41

## 10. CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Société a établi et maintient des contrôles et procédures de communication de l'information élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information significative sur la Société est communiquée au président et chef de la direction et au chef de la direction financière par intérim par d'autres membres du personnel, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents annuels et intermédiaires sont établis, et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par ces lois et les règlements d'application connexes.

Au 30 juin 2025, la direction a évalué, sous la supervision et avec la participation du président et chef de la direction et du chef de la direction financière par intérim, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Rule 13(a)-15(e) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée, et elle en est arrivée à la conclusion que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

En outre, la Société a établi et maintient un contrôle interne à l'égard de l'information financière, au sens du Règlement 52-109 et de la Rule 13(a)-15(f) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est un processus conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière par intérim et mis en œuvre par la direction et d'autres membres clés du personnel de CAE, pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS publiées par l'IASB. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. Toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

Il n'y a eu aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société survenue pendant le premier trimestre de l'exercice 2026 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

## 11. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T1	T2	T3	T4	Total
<b>Exercice 2026</b>					
Produits des activités ordinaires	1 098,6	—	—	—	1 098,6 \$
Résultat net	60,2	—	—	—	60,2 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	57,2	—	—	—	57,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	—	—	—	3,0 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	—	—	—	0,18 \$
RPA ajusté <sup>1)</sup>	0,21	—	—	—	0,21 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	320,4	—	—	—	320,4
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	321,1	—	—	—	321,1
<b>Exercice 2025</b>					
Produits des activités ordinaires	1 072,5	1 136,6	1 223,4	1 275,4	4 707,9 \$
Résultat net	50,8	54,8	171,2	138,2	415,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	48,3	52,5	168,6	135,9	405,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,3	2,6	2,3	9,7 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,15	0,16	0,53	0,42	1,27 \$
RPA ajusté <sup>1)</sup>	0,21	0,24	0,29	0,47	1,21 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	318,6	318,7	319,0	320,0	319,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	319,1	319,8	321,1	319,7
<b>Exercice 2024</b>					
Produits des activités ordinaires	1 012,0	1 050,0	1 094,5	1 126,3	4 282,8 \$
Résultat net	67,8	61,1	59,1	(484,3)	(296,3) \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	64,8	56,2	58,4	(504,7)	(325,3) \$
Activités abandonnées	0,5	2,2	(1,9)	20,5	21,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,7	2,6	(0,1)	7,7 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,20	0,18	0,17	(1,52)	(0,95) \$
Activités poursuivies	0,20	0,17	0,18	(1,58)	(1,02) \$
Activités abandonnées	—	0,01	(0,01)	0,06	0,07 \$
RPA ajusté <sup>1)</sup>	0,24	0,26	0,24	0,12	0,87 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	318,0	318,2	318,3	318,3	318,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	319,2	319,1	318,3	318,2

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

## État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les 30 juin	
		2025	2024
Produits des activités ordinaires	2	1 098,6 \$	1 072,5 \$
Coût des ventes		790,3	793,8
<b>Marge brute</b>		<b>308,3 \$</b>	<b>278,7 \$</b>
Frais de recherche et de développement		36,7	35,9
Frais de vente, généraux et d'administration		159,4	133,5
Autres (profits) et pertes		—	(0,9)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	2	(21,6)	(24,0)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition		—	25,6
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>133,8 \$</b>	<b>108,6 \$</b>
Charges financières – montant net	3	54,6	49,5
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>		<b>79,2 \$</b>	<b>59,1 \$</b>
Charge d'impôt sur le résultat		19,0	8,3
<b>Résultat net</b>		<b>60,2 \$</b>	<b>50,8 \$</b>
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		57,2 \$	48,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		3,0	2,5
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>			
De base et dilué	4	0,18 \$	0,15 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
<b>Résultat net</b>	<b>60,2 \$</b>	<b>50,8 \$</b>
<b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>		
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	(218,8) \$	51,5 \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	112,9	(19,1)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(1,7)	(0,1)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	18,8	(6,8)
Reclassement au résultat net (du gain) de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	(1,3)	3,3
Impôt sur le résultat	(4,7)	(1,0)
	<b>(94,8) \$</b>	<b>27,8 \$</b>
<b>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net</b>		
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	26,7 \$	2,3 \$
Impôt sur le résultat	(7,1)	(0,6)
	<b>19,6 \$</b>	<b>1,7 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(75,2) \$</b>	<b>29,5 \$</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>(15,0) \$</b>	<b>80,3 \$</b>
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(16,0) \$	77,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,0	3,0

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	<b>30 juin</b>	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	<b>2025</b>	2025
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	171,2 \$	293,7 \$
Créances clients	537,7	612,0
Actifs sur contrat	491,9	482,2
Stocks	616,4	595,0
Acomptes	88,7	78,2
Impôt sur le résultat à recouvrer	62,4	59,0
Actifs financiers dérivés	28,1	23,5
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>1 996,4 \$</b>	<b>2 143,6 \$</b>
Immobilisations corporelles	2 962,6	2 989,5
Actifs au titre des droits d'utilisation	771,3	788,0
Immobilisations incorporelles	3 730,0	3 871,0
Investissement dans les participations mises en équivalence	564,4	559,1
Actifs au titre des avantages du personnel	11,9	11,6
Actifs d'impôt différé	177,8	191,8
Actifs financiers dérivés	9,1	1,4
Autres actifs non courants	655,2	657,8
<b>Total de l'actif</b>	<b>10 878,7 \$</b>	<b>11 213,8 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
Dettes fournisseurs et charges à payer	965,9 \$	1 190,8 \$
Provisions	28,4	34,5
Impôt sur le résultat à payer	19,6	18,4
Passifs sur contrat	1 020,9	1 001,6
Partie courante de la dette à long terme	250,2	399,0
Passifs financiers dérivés	21,5	42,2
<b>Total du passif courant</b>	<b>2 306,5 \$</b>	<b>2 686,5 \$</b>
Provisions	14,0	14,3
Dette à long terme	3 157,1	3 071,4
Obligations au titre des avantages du personnel	112,9	134,1
Passifs d'impôt différé	38,9	40,7
Passifs financiers dérivés	4,0	22,4
Autres passifs non courants	254,2	268,4
<b>Total du passif</b>	<b>5 887,6 \$</b>	<b>6 237,8 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions	2 339,3 \$	2 327,1 \$
Surplus d'apport	89,9	69,8
Cumul des autres éléments du résultat global	289,0	381,8
Résultats non distribués	2 189,6	2 112,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 907,8 \$	4 891,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	83,3	84,5
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>4 991,1 \$</b>	<b>4 976,0 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>10 878,7 \$</b>	<b>11 213,8 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société									
	Actions ordinaires					Cumul des autres				
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués
Trimestre clos le 30 juin 2025 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)		320 265 108	2 327,1 \$	69,8 \$	381,8 \$	4 891,5 \$	2 112,8 \$	4 891,5 \$	84,5 \$	4 976,0 \$
Soldes au 31 mars 2025		—	— \$	— \$	— \$	57,2 \$	57,2 \$	3,0 \$	3,0 \$	60,2 \$
Résultat net		—	—	—	(92,8)	(73,2)	(92,8)	(2,0)	(2,0)	(75,2)
Autres éléments du résultat global		—	— \$	— \$	(92,8) \$	(16,0) \$	76,8 \$	1,0 \$	1,0 \$	(15,0) \$
Total du résultat global		348 020	12,2	(2,2)	—	10,0	—	—	—	10,0
Exercice d'options sur actions		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres		817	—	—	—	—	—	—	—	—
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt		—	—	22,3	—	22,3	—	—	—	22,3
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	—	(2,2)	(2,2)
<b>Soldes au 30 juin 2025</b>		<b>320 613 945</b>	<b>2 339,3 \$</b>	<b>89,9 \$</b>	<b>289,0 \$</b>	<b>2 189,6 \$</b>	<b>4 907,8 \$</b>	<b>83,3 \$</b>	<b>4 991,1 \$</b>	
Trimestre clos le 30 juin 2024										
(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)		318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	77,7 \$	4 302,6 \$	
Soldes au 31 mars 2024		—	— \$	— \$	— \$	48,3 \$	48,3 \$	2,5 \$	2,5 \$	50,8 \$
Résultat net		—	—	—	27,3	29,0	1,7	0,5	0,5	29,5
Autres éléments du résultat global		—	— \$	— \$	27,3 \$	77,3 \$	50,0 \$	3,0 \$	3,0 \$	80,3 \$
Total du résultat global		965 075	24,2	(3,0)	—	21,2	—	—	—	21,2
Exercice d'options sur actions		34 917	1,0	(1,0)	—	—	—	—	—	—
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres		(463 500)	(3,3)	—	—	(8,4)	(8,4)	—	—	(11,7)
Rachat et annulation d'actions ordinaires		4	—	—	—	—	—	—	—	—
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt		—	—	16,3	—	16,3	—	—	—	16,3
Soldes au 30 juin 2024		318 848 725	2 274,8 \$	67,7 \$	181,3 \$	1 804,2 \$	4 328,0 \$	80,7 \$	4 408,7 \$	

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>(Non audité)</i>		<b>Trimestres clos les</b>	
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>		<b>30 juin</b>	
	Notes	2025	2024
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net		60,2 \$	50,8 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	2	113,7	97,8
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence		(21,6)	(24,0)
Impôt sur le résultat différé		6,3	(5,6)
Crédits d'impôt à l'investissement		(4,6)	(5,0)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres		19,5	16,3
Régimes de retraite à prestations définies		5,0	3,1
Autres passifs non courants		—	(2,6)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		2,9	2,2
Autres		7,8	(5,8)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	5	(204,5)	(140,1)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>		<b>(15,3) \$</b>	<b>(12,9) \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Dépenses en immobilisations corporelles	2	(106,9) \$	(92,6) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		5,1	1,7
Dépenses en immobilisations incorporelles	2	(22,4)	(28,6)
Paiements nets (versés aux) reçus des participations mises en équivalence		(13,1)	0,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		20,1	10,5
Autres		(3,4)	0,3
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(120,6) \$</b>	<b>(108,6) \$</b>
<b>Activités de financement</b>			
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		157,8 \$	119,6 \$
Produit tiré de la dette à long terme	3	75,3	10,5
Remboursement sur la dette à long terme	3	(207,6)	(25,1)
Remboursement sur les obligations locatives		(15,8)	(13,8)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires		10,0	21,2
Rachat et annulation d'actions ordinaires	4	—	(11,7)
Autres		(1,3)	—
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>18,4 \$</b>	<b>100,7 \$</b>
<b>Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>			
		<b>(5,0) \$</b>	<b>3,9 \$</b>
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>(122,5) \$</b>	<b>(16,9) \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>		<b>293,7</b>	<b>160,1</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>171,2 \$</b>	<b>143,2 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 12 août 2025.

### NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

#### Nature des activités

CAE existe pour rendre le monde plus sécuritaire. CAE offre des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense pour les moments qui comptent le plus.

CAE inc. et ses filiales (CAE ou la Société) gèrent leurs activités en deux secteurs :

- (i) Aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance, du personnel au sol et des contrôleurs aériens dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions numériques pour les opérations aériennes;
- (ii) Défense et Sécurité – Un fournisseur mondial de solutions d'entraînement et de simulation évolutives, peu importe la plateforme, qui permettent et rehaussent la préparation et la sécurité des forces armées.

CAE inc. est constituée et établie au Canada et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions ordinaires de CAE se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE).

#### Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de la Société subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

L'entreprise, les produits des activités ordinaires et les flux de trésorerie de la Société sont tributaires de certaines tendances saisonnières. Dans le secteur de l'Aviation civile, le niveau de formation dispensé dépend de la disponibilité des pilotes à s'entraîner, qui tend à être inférieure au deuxième trimestre, ceux-ci effectuant plus d'heures de vol et consacrant moins de temps à la formation, entraînant ainsi une baisse des produits des activités ordinaires. Dans le secteur de la Défense et Sécurité, les produits des activités ordinaires et les encaissements ne sont pas aussi uniformes d'un trimestre à l'autre, les attributions de contrats et la disponibilité du financement étant touchées par les cycles budgétaires des clients.

#### Base d'établissement

Les méthodes comptables significatives appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, normes IFRS de comptabilité (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les états financiers consolidés de CAE inc. sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société mère.

#### Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés intermédiaires et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2025.

## NOTE 2 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de deux secteurs : Aviation civile et Défense et Sécurité. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au principal décideur opérationnel.

La Société a décidé de ventiler les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients par secteur d'activité, par produits et services et par secteur géographique, car elle estime que cette méthode décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits des activités ordinaires et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

### Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel sectoriel ajusté. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et d'autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Il donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Pour le trimestre clos le 30 juin 2025, les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (pris en compte dans les frais de vente, généraux et d'administration).

Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Lorsqu'il est possible de déterminer et d'évaluer l'emploi que chaque secteur opérationnel fait des actifs communs utilisés et des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux) communs encourus, la Société lui attribue la part qui correspond à cet emploi. Sinon, la Société fait une répartition au prorata du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

Les éléments déterminés inclus dans la mesure de rentabilité sectorielle s'établissent comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Produits des activités ordinaires externes	607,7 \$	587,6 \$	490,9 \$	484,9 \$	1 098,6 \$	1 072,5 \$
Dotation aux amortissements	86,9	73,3	26,8	24,5	113,7	97,8
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	14,0	18,3	7,6	5,7	21,6	24,0
Marge brute	201,1	187,7	107,2	91,0	308,3	278,7
Résultat opérationnel	99,4	89,8	34,4	18,8	133,8	108,6
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	107,6	106,4	40,2	27,8	147,8	134,2

Le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Résultat opérationnel	99,4 \$	89,8 \$	34,4 \$	18,8 \$	133,8 \$	108,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	16,6	—	9,0	—	25,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Coûts liés à la transition de la haute direction	8,2	—	5,8	—	14,0	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	107,6 \$	106,4 \$	40,2 \$	27,8 \$	147,8 \$	134,2 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles (excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises), s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Aviation civile	80,6 \$	94,4 \$
Défense et Sécurité	48,7	26,8
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	129,3 \$	121,2 \$

### Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les créances clients, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs non courants. Le passif utilisé comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants.

Le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif s'établit comme suit :

	30 juin 2025	31 mars 2025
<b>Actif utilisé</b>		
Aviation civile	7 121,2 \$	7 263,4 \$
Défense et Sécurité	2 931,2	3 000,6
Actif non inclus dans l'actif utilisé par secteur	826,3	949,8
<b>Total de l'actif</b>	<b>10 878,7 \$</b>	<b>11 213,8 \$</b>
<b>Passif utilisé</b>		
Aviation civile	1 283,2 \$	1 369,1 \$
Défense et Sécurité	869,0	1 009,3
Passif non inclus dans le passif utilisé par secteur	3 735,4	3 859,4
<b>Total du passif</b>	<b>5 887,6 \$</b>	<b>6 237,8 \$</b>

### Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services s'établissent comme suit :

Trimestres clos les 30 juin	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Produits	154,1 \$	178,3 \$	221,6 \$	233,5 \$	375,7 \$	411,8 \$
Formation, logiciels et services	453,6	409,3	269,3	251,4	722,9	660,7
<b>Total des produits des activités ordinaires externes</b>	<b>607,7 \$</b>	<b>587,6 \$</b>	<b>490,9 \$</b>	<b>484,9 \$</b>	<b>1 098,6 \$</b>	<b>1 072,5 \$</b>

### Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, autres que les instruments financiers, les actifs d'impôt différé et les actifs au titre des avantages du personnel, sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, à l'exception du goodwill. Le goodwill est présenté par zone géographique en fonction de la répartition du prix d'acquisition connexe établie par la Société.

	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Produits des activités ordinaires externes		
Canada	113,2 \$	103,3 \$
États-Unis	514,1	539,0
Royaume-Uni	64,1	68,2
Autres pays d'Amérique	27,5	26,6
Europe	142,6	150,5
Asie	191,7	133,5
Océanie et Afrique	45,4	51,4
	<b>1 098,6 \$</b>	<b>1 072,5 \$</b>

	30 juin 2025	31 mars 2025
Actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôt différé et les actifs au titre des avantages du personnel		
Canada	1 547,3	\$ 1 541,7
États-Unis	4 304,2	4 534,7
Royaume-Uni	396,6	399,0
Autres pays d'Amérique	209,1	221,8
Europe	1 251,9	1 162,3
Asie	585,9	610,8
Océanie et Afrique	186,3	188,2
	<b>8 481,3</b>	<b>\$ 8 658,5</b>

### NOTE 3 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	37,7	\$ 37,0
Obligations locatives	12,1	8,5
Autres	11,2	10,3
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,5)	(1,4)
Charges financières	<b>59,5</b>	<b>\$ 54,4</b>
Produits financiers :		
Prêts et investissement dans des contrats de location-financement	(3,3)	\$ (3,4)
Autres	(1,6)	(1,5)
Produits financiers	<b>(4,9)</b>	<b>\$ (4,9)</b>
Charges financières – montant net	<b>54,6</b>	<b>\$ 49,5</b>

#### Facilité de crédit renouvelable

En juin 2025, la Société a reporté de deux ans, soit jusqu'en juin 2030, la date d'échéance de sa facilité de crédit renouvelable non garantie de 1,0 milliard \$ US.

#### Emprunts à terme

En mai 2025, la Société a remboursé par anticipation un emprunt à terme non garanti de 125,0 millions \$ US échéant en juillet 2025.

En juin 2025, la Société a reporté jusqu'en juin 2027 la date d'échéance de son emprunt à terme consortial de 200,0 millions \$ US, qui porte intérêt à taux variable.

En juin 2025, la Société a conclu un accord d'emprunt à terme non garanti d'un montant de 50,0 millions \$ US, lequel vient à échéance en juin 2027 et porte intérêt à taux variable.

### NOTE 4 – CAPITAL-ACTIONS ET RÉSULTAT PAR ACTION

#### Capital-actions

##### Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 6 juin 2025, la Société a annoncé le renouvellement du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant l'achat, à des fins d'annulation, de jusqu'à 16 019 294 de ses actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a débuté le 10 juin 2025 et se terminera le 9 juin 2026 ou à une date antérieure à laquelle la Société aura terminé ses achats ou choisi d'y mettre fin. Ces achats peuvent être effectués par l'entremise des installations de la TSX ou de la NYSE, ou de toute autre manière autorisée par les règles boursières et les lois sur les valeurs mobilières applicables, au cours du marché en vigueur au moment de l'acquisition, majoré des frais de courtage. Toutes les actions ordinaires achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (2024 – 463 500 actions ordinaires au prix moyen pondéré de 25,21 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie totale de 11,7 millions \$).

**Calcul du résultat par action**

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	320 370 583	318 630 159
Effet dilutif des options sur actions et des autres paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	748 633	207 970
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	321 119 216	318 838 129

Pour le trimestre clos le 30 juin 2025, des options sur actions visant l'acquisition de 1 075 255 actions ordinaires (2024 - 3 662 225) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif.

**NOTE 5 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**

Les variations du fonds de roulement hors trésorerie s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Créances clients	52,3 \$	53,3 \$
Actifs sur contrat	(22,8)	4,7
Stocks	(25,0)	(66,3)
Acomptes	(17,7)	(17,8)
Impôt sur le résultat	(4,5)	(24,5)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(206,9)	(108,2)
Provisions	(6,3)	(2,6)
Passifs sur contrat	26,4	21,3
	(204,5) \$	(140,1) \$

Information supplémentaire :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2025	2024
Intérêts payés	49,9 \$	42,7 \$
Intérêts reçus	5,3	5,0
Impôt sur le résultat payé	13,6	34,2

**NOTE 6 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des données de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;

- iii) La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme, des obligations au titre des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés aux taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires.

### Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

	Niveau	30 juin 2025		31 mars 2025	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs (passifs) financiers évalués à la JVRN</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	171,2 \$	171,2 \$	293,7 \$	293,7 \$
Swaps sur actions	Niveau 2	6,3	6,3	13,0	13,0
Contrats de change à terme	Niveau 2	5,3	5,3	(6,4)	(6,4)
<b>Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture</b>					
Swaps de devises et de taux d'intérêts	Niveau 2	3,2	3,2	(14,4)	(14,4)
Contrats de change à terme	Niveau 2	(3,1)	(3,1)	(31,9)	(31,9)
<b>Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti</b>					
Créances clients <sup>1)</sup>	Niveau 2	478,9	478,9	567,7	567,7
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	130,2	124,9	142,0	135,8
Autres actifs non courants <sup>2)</sup>	Niveau 2	84,0	84,0	79,5	79,5
Dettes fournisseurs et charges à payer <sup>3)</sup>	Niveau 2	(748,3)	(748,3)	(914,4)	(914,4)
Total de la dette à long terme <sup>4)</sup>	Niveau 2	(2 634,4)	(2 656,2)	(2 684,7)	(2 700,6)
Autres passifs non courants <sup>5)</sup>	Niveau 2	(79,6)	(74,4)	(91,4)	(84,8)
<b>Actifs financiers évalués à la JVAERG</b>					
Placements en actions	Niveau 3	1,4	1,4	1,4	1,4
		<b>(2 584,9) \$</b>	<b>(2 606,8) \$</b>	<b>(2 645,9) \$</b>	<b>(2 661,4) \$</b>

<sup>1)</sup> Comprend les créances clients, les créances courues et d'autres montants à recevoir.

<sup>2)</sup> Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

<sup>3)</sup> Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

<sup>4)</sup> Compte non tenu des obligations locatives. La valeur comptable de la dette à long terme exclut les coûts de transaction.

<sup>5)</sup> Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, il n'y a pas eu de changements importants dans les instruments financiers de niveau 3.

